Le Conseil,

Vu le rapport du 28 octobre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Depuis plusieurs années, la communauté urbaine de Lyon réalise de façon quotidienne une gestion de trésorerie très ajustée selon la technique dite de trésorerie zéro. Elle limite ainsi les frais financiers liés à la mise en place prématurée d'emprunts à long terme et permet l'arbitrage en fonction des variations de taux d'intérêt. Pour ce faire, elle dispose d'une ouverture de crédit plafonnée à 400 MF auprès d'un établissement bancaire, qui peut être mouvementée quotidiennement par tirage ou remboursement selon les besoins en flux de trésorerie de la Communauté urbaine.

Le prestataire doit être en mesure, pour toute demande effectuée dans la matinée, d'assurer la remise des fonds par chèque à la trésorerie principale de la communauté urbaine de Lyon avant douze heures.

La convention de réserve de trésorerie actuellement en cours avec la banque NATEXIS vient à échéance le 31 décembre 1998.

Pour mémoire, ses conditions sont les suivantes :

- index monétaires : marge nulle,
- base de calcul des intérêts : jours exacts sur 400,
- calcul des intérêts à compter de J + 1 de l'émission du chèque, règlement des intérêts à terme échu sans capitalisation.

Il convient donc de renouveler la réserve de trésorerie, en conservant les règles d'utilisation en vigueur fixées par les délibérations précédentes :

- plafond de 400 MF,
- index monétaires,
- mise à disposition des fonds le jour même de la demande, sans durée ni montant minimal de tirage.

Afin de poursuivre son action dans les meilleures conditions financières et être en conformité avec le décret n° 98-111 du 27 février 1998 de transposition de la directive européenne "services", la Communauté urbaine se propose de recourir à une procédure de marché négocié, avec mise en concurrence européenne, conformément aux articles 379-1-II-5°-b, 104-I-8°-a, 308 et 383 du code des marchés publics.

Le montant de réserve de trésorerie sera de 400 MF maximum.

Le montant du marché, correspondant au coût des frais financiers à verser à l'établissement bancaire retenu en contrepartie de la mise à disposition de fonds, est estimé pour 1999 à 13 500 000 F, comprenant intérêts calculés sur les sommes mises à disposition, commissions et marges bancaires.

Le marché fera l'objet d'un lot unique intitulé "réserve de trésorerie".

La durée du marché sera d'un an, les prestations débuteront le 1er janvier 1999.

Les encours seront apurés au plus tard à la date d'échéance de la réserve de trésorerie, le 31 décembre 1999.

La procédure a obtenu l'avis favorable de la commission permanente d'appel d'offres lors de sa réunion du 13 octobre 1998 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu le décret n° 98-111 en date du 27 février 1998 ;

Vu les articles 379-1-II-5°-b, 104-I-8°-a, 308 et 383 du code des marchés publics ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente d'appel d'offres sur la procédure en date du 13 octobre 1998 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à :

a) - accepter le dossier de consultation,

b) - signer et à mettre en oeuvre le marché et tous les actes contractuels s'y référant dans la limite des crédits budgétaires affectés à l'opération,

c) - décider que ces prestations seront traitées par voie de marché négocié avec mise en concurrence européenne, conformément aux articles 379-1-II 5°-b, 104-I-8°-a, 308 et 383 du code des marchés publics.

3° - Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la communauté urbaine de Lyon - exercice 1999 - comptes 661 500 au budget principal et 661 800 au budget annexe de l'assainissement.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,